

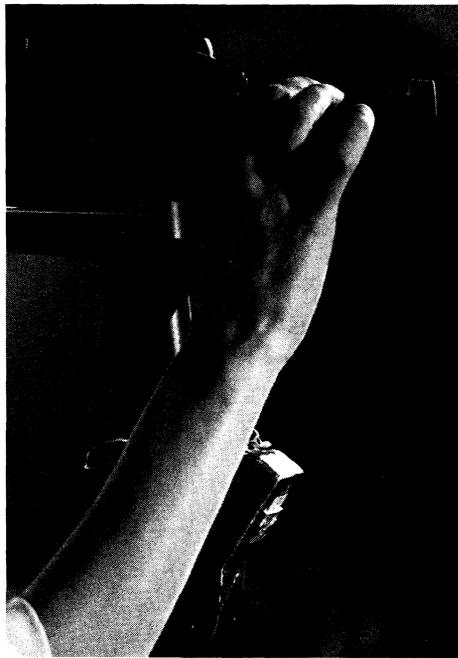
L'histoire de la vidéo-animation

This is an open letter addressed to the Quebec Minister for Cultural Affairs. The author describes the necessity and importance of the growth of community media, especially the videograph, in Quebec, in the particular context of the ever greater control of the traditional media by those who hold political and economic power. Successive governments have only paid lip service to this need. The author expresses the hope that the Minister will be open to dialogue on this issue.

Nous tenons par la présente à poursuivre un 'monologue' entrepris, depuis plusieurs mois déjà, avec votre prédécesseur, M. O'Neil. Pour bien vous situer, nous nous permettrons donc de vous raconter une histoire, soit celle de la vidéo-animation, ou si vous préférez, un autre exemple du sous-développement des médias communautaires. Faisons un peu d'histoire. . .

Face au phénomène de concentration des entreprises de presse, et de son pendant, c'est-à-dire une information uniformisée au service des pouvoirs politiques et économiques, sont apparus au Québec, au cours des dix-quinze dernières années, les médias communautaires, notamment les groupes de vidéo-animation (intervention!). Leurs objectifs: faire contrepoids à la communication de masse par une communication de groupe, dénoncer les stéréotypes et les préjugés charriés par les médias, mais avant tout et surtout, développer de nouveaux modes populaires d'animation—information—formation. Cette démarche 'révolutionnaire'—par rapport à l'esprit conservateur et traditionaliste qui anime les mass média—s'inscrivait donc dans un processus de communication visant l'identification et l'analyse de situations dans une perspective de prise de conscience devant aboutir à la mobilisation et à l'organisation des sans-parole. Ce faisant, ils se voulaient des moyens populaires d'expression et d'information, des outils communautaires de communication.

Et pourtant, il en est pour qui ces besoins nombreux et spécifiques de 'ceux qui n'ont pas de voix. . .' semblent secondaires, voire inexistantes. Pour votre ministère, par exemple, qui nous a vu naître et qui a décidé de ne plus reconnaître les groupes de vidéo-intervention, et conséquemment leur refuse toute aide financière depuis maintenant plus de deux ans. L'existence des groupes de vidéo-intervention n'a jamais été de tout repos, à l'image d'ailleurs des médias communautaires dans leur ensemble. Trop



par Sylvie Roche

souvent (et l'arrivée du PQ au pouvoir n'a rien changé, bien au contraire!), les préoccupations politiques et économiques ont eu préséance sur les objectifs prônés au point de départ. La politique de développement et de consolidation (sic) des médias communautaires, en fonction d'objectifs sociaux et culturels, a donné lieu à une politique de marginalisation. . .

Bien que politiciens, penseurs des communications et industriels se donnent la main pour essayer de sauvegarder le mythe des médias communautaires (au Québec, et à l'étranger), la réalité des artisans-vidéo est tout autre. Car en aucun moment, le développement de ces alternatives de communication n'a été à l'ordre du jour du gouvernement québécois, que ce soit sous L'Allier, Hardy ou O'Neill. . . , les médias communautaires servant avant tout les préoccupations 'politiques'. Ainsi n'était-il pas rare de voir, sous les libéraux, le député du coin intervenir directement dans l'octroi de subventions (ou non. . .) aux médias communautaires.

Du patronage à la petite semaine. . . Avec le gouvernement du PQ, les choses ont bien changé. Finis les marchandages électoralistes sans envergure. . . Désormais, c'est la raison d'état qui commande! Pour ce faire, il faut des moyens appropriés, des outils idéologiques 'dociles' et capables de soutenir et défendre l'intérêt national. Quelle belle perspective de développement pour des moyens autonomes et populaires de communication!!!

Les 400 participants au colloque de l'Institut canadien d'éducation aux adultes (ICEA), tenu à Montréal les 2-3 novembre derniers, ont dénoncé vivement la mainmise accrue des pouvoirs politiques et économiques sur les communications. Ils en ont profité également pour exiger que le gouvernement prenne des actions conséquentes, notamment en accordant une aide statutaire aux moyens alternatifs de communication. Car les présentes attaques (coupures, non reconnaissance, etc. . .) dont nous sommes victimes ne sauraient être perçues autrement que comme une atteinte directe au droit à la liberté d'expression et d'opinion des sans-parole.

Il s'agit d'attaques directes contre un de nos droits démocratiques les plus chers, acquis de dures luttes, que ne sauraient expliquer ou justifier les actuelles préoccupations politico-référendaires de votre gouvernement.

Espérant pouvoir 'dialoguer' sous peu,
Le Regroupement des
groupes de
vidéo-intervention

André Gauthier, coordonnateur

Le Regroupement est composé de:
Québec: Le centre Ciné-Vidéo du Faubourg, le Centre 'La femme et le film', Le Centre vidéo populaire de la Rive-Sud, le Centre populaire d'animation audiovisuelle de Québec, Le Centre Vidéo Lotbinière.

Montreal: Groupe Intervention Vidéo (GIV)

Shawinigan: Ateliers des médias populaires ☉

(Lettre adressée à M. Denis Vaugeois)

André Gauthier